

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber – CS 52 002  
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 03/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CEMEX BÉTON SUD-EST**

Route de beaucaire  
La Vicairesse  
30 230 RODILHAN

Références : SC/2023-07-438

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 sur le site de la société CEMEX BÉTON SUD-EST implanté route de Beaucaire, au lieu-dit « La Vicairesse » – 30 230 RODILHAN. L'inspection a été annoncée le 16/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection rentre dans le cadre de la régularisation de la centrale à béton pour laquelle un arrêté préfectoral d'enregistrement a été délivré le 21 mars 2023. Il s'agit de la visite d'inspection initiale. Le Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE fixe pour ce site une périodicité de visite de sept ans.

L'inspection a également pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment en ce qui concerne les dispositions relatives à la prévention des risques et des pollutions.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEMEX BÉTON SUD-EST
- Route de Beaucaire, La Vicairesse – 30 230 RODILHAN
- Code AIOT dans GUN : 0006603671
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La centrale à béton est implantée sur le site actuel depuis 1969. Initialement, elle était composée d'une seule unité de production de béton exploitée par la société Béton de France avec un récépissé de déclaration n°03-189N du 3 décembre 2003. En 2007, l'unité de production a été rachetée par CEMEX et un récépissé de changement d'exploitant daté du 5 mars 2007 a été délivré au nouvel exploitant. Ensuite dans le cadre du chantier de la Ligne Grande Vitesse (LGV) en 2016, une seconde unité de production a été installée sur le site laquelle ne devait être exploitée que pour une durée de 3 ans. La seconde unité étant devenue pérenne, la société CEMEX a régularisé la situation administrative de l'établissement en déposant un dossier de demande d'enregistrement en septembre 2022. L'arrêté préfectoral d'enregistrement n°23-023N a été délivré le 21 mars 2023.

Le terrain d'implantation d'une surface de 3 982 m<sup>2</sup> comprend les installations et équipements suivants :

- l'unité de production n°1 constituée d'une trémie d'alimentation de granulats, de 6 casiers de stockage, d'une bande transporteuse, de 5 silos de 70 t et d'un malaxeur de 2 m<sup>3</sup>,
- l'unité de production n°2 constituée d'une trémie d'alimentation de granulats, d'une bande transporteuse, de 4 casiers de stockage, de 3 silos de 60 t et d'un malaxeur de 2 m<sup>3</sup>,
- deux zones de chargement de béton situées chacune sous le malaxeur de l'unité de production,
- 6 casiers de stockage des granulats,
- une zone de lavage des camions-toupies,
- 4 bassins de décantation des effluents industriels, disposés en série,
- 3 bennes de retour béton,
- un forage utilisé pour l'appoint en eau industrielle rentrant dans la fabrication du béton,
- une aire de lavage des camions toupies associée à un bassin de collecte des eaux de lavage,
- un local de stockage des adjuvants,
- un atelier,
- un local technique dans lequel se trouvent les compresseurs,
- des bureaux et locaux sociaux,
- une aire de stationnement des véhicules,
- des voies de circulation.

Les dispositions applicables au site sont celles définies par l'arrêté ministériel du 8 août 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Consommation et prélèvement d'eau
- Prévention des accidents et pollutions

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,

– à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'Inspection des installations classées,
- les observations éventuelles,
- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

– « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,

– « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.

– « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------|---|--|---|-----------------------|
| 1  | Détecteurs d'incendie | Arrêté ministériel du 08/08/2011<br>Article 19                  | /  | Lettre de suite préfectorale  | 15 jours              |
| 2  | Rétention             | Arrêté ministériel du 08/08/2011<br>Article 25 alinéas I et III | /  | Lettre de suite préfectorale  | 1 mois                |
| 3  | Étiquetage            | Arrêté ministériel du 08/08/2011<br>Article 12                  | /  | Lettre de suite préfectorale  | 15 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée | Autre information |
|----|-----------------------------------|--|--|-------------------|
| 4  | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté ministériel du 08/08/2011<br>Article 20 | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                               | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée | Autre information |
|----|------------------------------------|---|--|-------------------|
| 5  | Prélèvements et consommation d'eau | Arrêté ministériel du 08/08/2011<br>Articles 27 et 28 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée sur le site a permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- la périodicité des vérifications réglementaires est bien respectée s'agissant des installations électriques et des extincteurs,
- la bonne tenue des documents réglementaires tels que le registre de suivi des produits dangereux, les fiches de données de sécurité, les consignes de sécurité et d'exploitation, le registre informatisé de suivi des prélèvements d'eau,
- la bonne gestion des déchets produits sur le site comme les déchets issus du curage des bassins de décantation ou des retours béton

L'inspection demande toutefois de veiller à placer toutes les cuves d'adjuvants sur rétention ainsi qu'à maintenir en permanence l'étiquetage des cuves.

Enfin, la visite a également porté sur le thème des prélèvements d'eau (compteurs en place et suivi sur registre informatisé). L'inspection demande toutefois à l'exploitant d'apporter une vigilance particulière sur sa consommation d'eau issue du forage afin de respecter tous les mois le ratio « quantité maximale d'eau consommée par m<sup>3</sup> de béton fabriqué » qui doit être au plus de 400 l/m<sup>3</sup>.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Détecteurs d'incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2011 – article 19   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des détecteurs   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant dresse la liste des détecteurs d'incendie et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.<br>L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.   |
| <b>Constats :</b><br>Des détecteurs de fumée ont été mis en place en février 2023 dans les locaux occupés par le personnel, dans le cadre de la demande d'enregistrement.<br>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu préciser le nombre de détecteurs (5 ou 6) et n'avait pas établi de consignes de maintenance notamment les vérifications à effectuer et leur périodicité.<br><b>L'exploitant devra donc dresser la liste des détecteurs de fumées présents dans les différents locaux et la communiquer à l'inspection dès sa rédaction.</b><br>Une vérification et un test de chaque détecteur devront être réalisés a minima tous les 6 mois (soit pour la 1 <sup>re</sup> vérification avant la fin du mois d'août) avec report du résultat dans un registre de suivi.<br>À noter que le jour de l'inspection, le détecteur installé dans le bureau du chef de poste a été testé et a fonctionné correctement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours  |

## N°2 : Rétention

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2011 – article 25 alinéas I et III  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions des stockages d'adjuvants  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br>– 100 % de la capacité du plus grand réservoir,<br>– 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.<br>[...]<br>III. Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte.<br>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des adjuvants (pour bétons spéciaux, etc.) et des matières dangereuses, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et de nettoyage des installations et les matières répandues accidentellement de façon que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. |
| <b>Constats :</b><br>Les adjuvants pour béton sont stockés dans un local spécifique qui comprend 6 cuves de 2 500 l, 4 IBC de 1 000 l et 3 fûts de 220 l. Le local dispose d'une rétention correctement dimensionnée d'une capacité de 15 000 l et composée d'une grille au-dessus d'une fosse sous le niveau du sol.<br>Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater que deux IBC contenant du plastifiant béton Tempoflow 464 et du retardateur de prise béton Iso retard 200, n'étaient pas entreposés sur la grille de rétention du local. En cas de déversement accidentel, les produits répandus peuvent s'écouler hors du local.<br><b>L'exploitant devra placer rapidement ces deux IBC sur la rétention du local adjuvants.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

## N°3 : Étiquetage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2011 – article 12  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étiquetage des cuves d'adjuvants   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux et des adjuvants utilisés dans le procédé de fabrication susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.<br>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.   |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que la cuve de 2 500 l contenant de l'accélérateur béton Isoxel 5450 ne portait pas d'étiquette mentionnant le nom du produit et le symbole de danger défini dans la fiche de données de sécurité qui a été consultée (mention de danger H318 – provoque des lésions oculaires graves).<br>De plus, il apparaît que la cuve n°6 de 2 500 l située à côté de la cuve contenant du superplastifiant béton Chryso Optima de Sika ne portait pas non plus d'étiquette.<br><b>L'exploitant devra apposer rapidement une étiquette sur les 2 cuves mentionnées ci-avant afin de permettre de connaître la nature et les risques des adjuvants utilisés.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours   |

#### N°4 : Moyens de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2011 – article 20  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des extincteurs   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>– d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,</li><li>– de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local,</li><li>– d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de la zone de fabrication se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</li></ul> À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. Toutefois, la distance de 100 mètres imposée ci-dessus peut être doublée sous réserve d'un accord écrit des services d'incendie et de secours, <ul style="list-style-type: none"><li>– d'extincteurs répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes.</li></ul> Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. |
| <b>Constats :</b><br>Selon le plan affiché sur le site, les installations sont dotées de 6 extincteurs répartis dans les différents locaux (local compresseur, local adjuvants, atelier, poste de commande, bureaux et malaxeurs) qui sont vérifiés tous les ans par EUROFEU.<br>Le PV d'intervention du 22 octobre 2022 consulté le jour de l'inspection, mentionne deux extincteurs dans le local des adjuvants (le n°2 de 5 kg et le n°4 de 2 kg), alors qu'un seul extincteur (n°3 de 2 kg) n'est présent dans le local.<br>L'exploitant devra se rapprocher du prestataire en charge du contrôle annuel pour mettre à jour le nombre d'extincteurs et leur identification (la numérotation des extincteurs sur site doit être en cohérence avec celle du PV d'intervention). Le PV d'intervention devra être actualisé en conséquence.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

## N°5 : Prélèvements et consommation d'eau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2011 – articles 27 et 28   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélè   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé dépasse 100 m <sup>3</sup> /j, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation.<br><br>L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, le lavage des camions (toupies), des pistes, etc., pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.<br>Les eaux de procédé et de nettoyage sont recyclées.<br>La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 400 l/m <sup>3</sup> , à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes et des espaces verts.  |
| <b>Constats :</b><br>Le site est alimenté en eau par un forage équipé d'un compteur qui est relevé tous les mois. Les volumes d'eau prélevés sont enregistrés dans un fichier informatique. Le volume d'eau prélevé annuellement dans le forage est inférieur à 10 000 m <sup>3</sup> (volume de 2022 = 8 251 m <sup>3</sup> ).<br>L'eau prélevée sert à alimenter la centrale à béton n°2 et à faire l'appoint en eau des bassins de décantation.<br>Les eaux pluviales qui ruissellent sur le site ainsi que les eaux de lavage des camions toupies et des malaxeurs sont collectées par les 4 bassins de décantation puis recyclées dans la fabrication du béton (unité de production n°1) et pour le lavage des camions toupies. Les eaux circulent donc en circuit fermé et aucun rejet d'eau ne se fait au milieu naturel.<br>L'exploitant enregistre également tous les mois dans le fichier informatique susvisé, la quantité de béton fabriqué afin d'estimer la quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué.<br>Après examen des résultats de 2022 et 2023 (consommations d'eau, quantité de béton produit et ratios), l'inspection constate les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– la consommation d'eau de 2022 est vraisemblablement plus importante, car le compteur a commencé à dysfonctionner en janvier 2022 (consommations d'eau de janvier = 235 m<sup>3</sup>, de février = 88 m<sup>3</sup> et de mars = 6 m<sup>3</sup>, et consommations d'eau d'avril à décembre entre 550 m<sup>3</sup> et 1 500 m<sup>3</sup>) : le compteur a été remplacé en avril 2022 ;</li><li>– le ratio mensuel des mois de mai, juin, juillet, novembre et décembre 2022 est supérieur au ratio maximal fixé à 400 l/m<sup>3</sup> dans l'arrêté ministère du 8 août 2011 susvisé ;</li><li>– le ratio moyen de 2022 est toutefois inférieur à 400 l/m<sup>3</sup> (de l'ordre de 300 l/m<sup>3</sup>),</li><li>– la consommation d'eau des 6 premiers mois de 2023 ne peut être estimée, en raison du dysfonctionnement du compteur à partir d'avril 2023, un nouveau compteur ayant été installé en juin 2023 (valeur de la quantité d'eau faussée pour le mois d'avril et absence de valeurs pour les mois de mai et juin),</li><li>– le ratio mensuel du mois de février et le ratio moyen sur les mois de janvier, février et mars, sont supérieurs à 400 l/m<sup>3</sup>.</li></ul><br>L'exploitant a précisé le jour de la visite que des filtres à sable seront mis en place au niveau de l'arrivée d'eau du forage pour pallier le dysfonctionnement du compteur et son remplacement annuel.<br><br>L'inspection demande à l'exploitant de remplir avec exactitude le fichier informatique mis en place particulièrement en ce qui concerne la consommation d'eau mensuelle et la production mensuelle de béton, ainsi que d'apporter une vigilance particulière au suivi de sa consommation d'eau issue du forage afin de pouvoir respecter tous les mois le ratio quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |